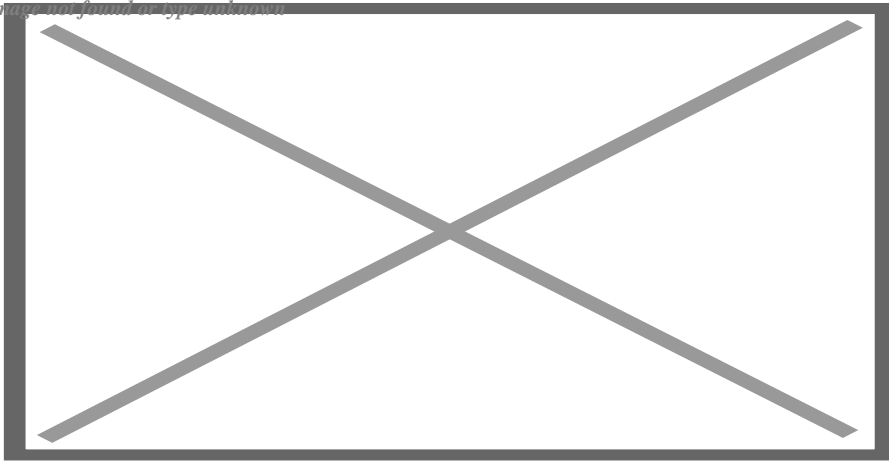


MINREX convoque le chargé d'affaires américain pour protester contre l'ingérence du gouvernement américain

Image non found or type unknown



Le 18 mars 2024, le chargé d'affaires des États-Unis Benjamin Ziff a été convoqué au ministère des Affaires étrangères par le vice-ministre Carlos Fernández de Cossío, qui lui a formellement transmis le ferme rejet de l'ingérence et des messages calomnieux du gouvernement des États-Unis et de son ambassade à Cuba dans les affaires internes de la réalité cubaine.

Avec la remise d'une note formelle de protestation, il a été rappelé au diplomate américain les normes minimales de décence et d'honnêteté attendues d'une mission diplomatique dans n'importe quel pays et que l'ambassade américaine à Cuba s'est montrée incapable de respecter, tout en soulignant que ce bureau diplomatique et son personnel sont obligés de se comporter conformément aux normes de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

Lors de la réunion, l'attention a également été attirée sur la responsabilité directe du gouvernement des États-Unis dans la situation économique difficile que traverse actuellement Cuba et, en particulier, dans les pénuries et les difficultés auxquelles la population est confrontée quotidiennement, avec la dépression et l'insuffisance des approvisionnements et des services essentiels, sous le poids et l'impact du blocus économique destiné à détruire la capacité économique du pays, la détermination ostensible du

gouvernement des États-Unis à limiter et à entraver tout effort de l'État cubain pour trouver des solutions et apporter des réponses aux besoins économiques et sociaux du pays a été désavouée.

Le plan de déstabilisation et son exécution sont évidents pour tout le monde. Il repose sur le renforcement d'une guerre économique impitoyable visant à provoquer et à exploiter l'irritation naturelle de la population. Il est financé chaque année par des dizaines de millions de dollars provenant du budget fédéral américain.

Il dispose d'une puissante infrastructure technologique pour exploiter les réseaux numériques à partir du territoire américain à des fins d'agression. Il bénéficie de la complicité des principaux médias américains et internationaux et du soutien mercantile de personnes basées principalement dans le sud de la Floride aux États-Unis, dont le seul gagne-pain est l'industrie de l'agression contre Cuba.

Si le gouvernement américain se préoccupait un minimum et honnêtement du bien-être de la population cubaine, il retirerait Cuba de la liste arbitraire des États qui soutiennent prétendument le terrorisme ; il mettrait fin à la persécution des fournitures de carburant que le pays doit importer ; il cesserait de poursuivre chaque transaction financière de Cuba dans le monde ; il mettrait fin à la persécution grossière contre les programmes de coopération médicale de Cuba dans le monde ; il cesserait d'intimider les hommes d'affaires, les visiteurs, les artistes et toute personne qui ressentent l'intérêt et le droit d'interagir avec le peuple cubain. (Extrait de Cubaminrex)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/350005-minrex-convoque-le-charge-daffaires-america-in-pour-protester-contre-lingerence-du-gouvernement-america-in>



Radio Habana Cuba